

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2014

*Volume XV*

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

## QUELS EQUILIBRES AU SAHEL APRÈS LA CRISE MALIENNE ?

PAR

DARLES (\*)

La chute du régime libyen, en octobre 2011, celle du régime malien en mars 2012 puis, quelques jours et semaines plus tard, l'occupation des grandes villes du Nord-Mali par les groupes islamistes armés ont profondément questionné la géopolitique de la région saharo-sahélienne. Aujourd'hui, malgré la libération du Nord-Mali, l'espace sahélien n'est toujours pas stabilisé et les équilibres qui pourraient, demain, donner au désordre actuel un semblant de prévisibilité ne sont pas connus.

Le Mali continuera-t-il de faire peser une menace sur la région sahélienne ? Le Sud libyen deviendra-t-il une nouvelle zone grise à partir de laquelle l'instabilité régionale pourra prospérer ? Le Niger pâtira-t-il des flux illicites qui se multiplient dans ses confins et parviendra-t-il à s'entendre avec ses voisins pour mettre en place un système performant de contrôle des frontières ? L'Algérie parviendra-t-elle à imposer son *leadership* et mettre ainsi à profit la disparition de son principal concurrent libyen dans la région ? Les réponses à ces questions constituent aujourd'hui la base d'une compréhension globale des problématiques sahéliennes et des grandes évolutions qui, à moyen terme, devraient redéfinir cette région suivant de nouveaux clivages stratégiques et de nouvelles grilles, dynamiques, de lecture. Interdépendants aux plans politiques, sécuritaires, culturels et économiques, les pays de la région saharo-sahélienne n'ont aujourd'hui d'autre choix que de lier volontairement leur stabilité et de s'entendre pour coordonner leurs efforts de sécurisation et de lutte contre les flux illicites transfrontaliers. Si les jeux d'Etats rendent aujourd'hui peu probable une telle coopération, les questions d'une stabilité du désordre et celle d'un équilibre instable des puissances devraient, dès lors, continuer de structurer durablement notre analyse et nos réflexions sur cette région.

Cet article revient sur les principaux événements politiques ayant ponctué la région sahélienne depuis deux ans. Au-delà d'une simple approche chronologique ou factuelle, il propose une lecture dynamique des causes de l'intervention militaire au Mali et tente d'interroger les conséquences stratégiques possibles de ces bouleversements sur les équilibres géopolitiques de la région saharo-sahélienne.

(\*) Collectif d'auteurs.

LE SAHEL, UN ECOSYSTÈME FRAGILE  
BOULEVERSE PAR LA CRISE LIBYENNE

Zone grise au cœur de l'Afrique, théoriquement divisé par les frontières héritées de la colonisation européenne, l'espace sahélo-saharien est perçu par les Etats comme un enjeu régional mais aussi national. L'exploitation des ressources du sous-sol (pétrole et gaz notamment en Algérie et en Libye ; uranium au Niger), la gestion de populations transfrontalières (Touaregs, Toubous) vivant dans un environnement difficile et le contrôle d'un système d'échanges et de flux en périphérie des axes principaux du commerce se sont révélés des tâches problématiques pour des Etats jeunes, d'abord orientés vers la Méditerranée et le monde arabe pour les pays au nord du Sahara ou vers le Golfe de Guinée pour ceux du Sud.

La marginalisation des espaces et des populations des environs du Sahara, commune, à des degrés divers, à tous les Etats de la région, a été génératrice de nombreuses rébellions entre le Maroc et le Soudan. Elle a aussi fourni progressivement un terrain d'influence pour deux puissances aux ambitions régionales, l'Algérie et la Libye, dont le partage était relativement stabilisé à la veille des révolutions arabes de janvier-février 2011. La première, après avoir vécu une décennie de guerre civile, a tenté de s'imposer comme l'acteur incontournable de la lutte antiterroriste dans la région ; la seconde a multiplié les médiations et les soutiens pour devenir le pivot autoproclamé de l'unité africaine.

Le conflit libyen, opposant le régime de Kadhafi à une insurrection soutenue politiquement et militairement par les principaux pays occidentaux et des pays arabes du Golfe, a toutefois constitué un tournant dans cette géopolitique du Sahel. En provoquant l'effondrement d'un des pôles de structuration de la région, il a conduit à un processus de reconfiguration ayant abouti, entre autres, à la crise malienne de 2012-2013.

***Tableau d'une « zone grise »  
structurée par la rivalité algéro-libyenne***

Puissance idéologique et morale, chantre de l'anti-colonialisme et de l'anti-impérialisme et fondée sur le dogme – constitutionnel – de la non-ingérence, l'Algérie ne pouvait toutefois pas ne pas muer, au risque de l'ambiguïté, en une puissance réaliste, habitée par une véritable visée hégémonique régionale. En serrée à l'Ouest et à l'Est par deux rivaux de poids, le Maroc et la Libye, titulaire d'un Sud saharien qui se prolonge dans l'espace sahélien, c'est en toute logique qu'Alger a pu regarder ce dernier comme sa profondeur stratégique naturelle, tant pour des raisons de sécurité intérieure que d'influence. La situation du Nord-Mali, notamment, traversée par des révoltes touarègues récurrentes depuis l'indépendance, a ainsi offert à Alger non seulement l'opportunité de jouer des différents leviers permis par ces situations chaotiques, mais aussi de tenter de s'imposer comme un acteur régional responsable, à l'image de son rôle de médiateur entre Bamako et les rebelles touaregs maliens en 2006 (Accords d'Alger).

A la stratégie d'influence méthodique de l'Algérie au Sahel s'est opposée une politique libyenne teintée d'irrationnel et marquée par les échecs, mais néanmoins constante dans son désir de fédérer les forces africaines autour de la Jamahiriya. Grâce aux revenus élevés qu'elle a su tirer de l'exploitation pétrolière, la Libye de Kadhafi a alimenté financièrement, militairement et politiquement la majorité des rébellions africaines pour s'en servir comme levier auprès de ses voisins. Le Guide a soutenu entre autres le Front Polisario, les rébellions touarègues au Mali et au Niger, les rebelles soudanais et ougandais. Le régime libyen a enfin tenté d'annexer une partie du territoire tchadien – la bande d'Aouzou –, avant d'essayer de transformer son voisin en Etat vassal. Cette aventure longue (1972-1987) et coûteuse s'est terminée, comme de nombreuses entreprises du Guide, en un échec retentissant.

Cette politique d'ingérence sur le continent a fait de la Libye, dans les années quatre-vingt-dix, un partenaire important dans la sécurité du Sahel. Ainsi, au Niger, Tripoli a été un important soutien du programme, géré par le PNUD, pour la consolidation de la paix dans l'Air et l'Azawak (PCPAA), chargé de réintégrer les anciens combattants rebelles après les accords de paix de 1995. Le Guide libyen a multiplié les investissements dans la région, financé des mosquées, lancé le projet d'autoroute transsaharienne et alimenté sa clientèle, notamment touarègue. C'est ainsi qu'il a contribué à consolider le cessez-le feu et l'accord de paix au Niger après la rébellion des années 2007-2009, en offrant des promesses de réinstallation en Libye et un pécule aux combattants.

Pour couronner son entreprise d'influence, le Guide libyen s'est attelé à développer une architecture institutionnelle à même de servir ses intérêts. Son rôle dans la transformation de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en Union africaine est connu – avec la déclaration de Syrte du 9 septembre 1999. C'est aussi le sens de la création de la CEN-SAD (Communauté des Etats sahélo-sahariens) le 4 février 1998 : réunissant à l'origine la Libye, le Soudan, le Tchad, le Niger, le Mali et le Burkina-Faso, l'organisation s'est ensuite élargie pour comprendre 28 Etats en 2008 et dépasser la zone sahélo-saharienne proprement dite – avec notamment l'inclusion des Etats du Golfe de Guinée ou des Comores – ; instrument au service des ambitions personnelles du Guide, gérée par des Libyens, cette organisation excluait cependant l'Algérie.

### *La crise libyenne de 2011 et ses répercussions au Sahel*

Le déclenchement de l'insurrection libyenne le 17 février 2011, dans la foulée des révolutions voisines en Tunisie et en Egypte, a déstabilisé profondément le système sahélien qui s'était construit jusqu'alors. D'une part, l'insurrection, rapidement appuyée par l'intervention politique puis militaire de la communauté internationale, et particulièrement de l'OTAN, a placé le régime de Kadhafi dans une position défensive, le contraignant à mobiliser ses clients africains pour le soutenir. D'autre part, la désintégration de l'appareil sécuritaire libyen, notamment de sa composante touarègue, a rapidement fait basculer les équilibres précaires qui existaient jusqu'à présent dans l'espace sahélo-saharien.

Si le régime de Kadhafi a tenu pendant quarante-deux ans et a ainsi pu multiplier les initiatives dans le monde arabe et en Afrique, il a cependant dû faire face à plusieurs tentatives de coup d'Etat ou de soulèvement, qui ont toutes échoué. Cette continuité du régime libyen est en grande partie due à deux principaux mécanismes de survie, la politique de cooptation/punition des tribus libyennes et l'usage d'un noyau prétorien totalement acquis au Guide et à sa famille. Si le premier volet de cette politique était essentiellement assuré par la redistribution sélective de la rente pétrolière, l'autre reposait sur des forces de sécurité bien équipées incorporant notamment les clients de Kadhafi issus des multiples groupes rebelles que le Guide a financés.

Jouant sur le caractère transnational des Touaregs, il en a attiré une partie en Libye et octroyé à plusieurs milliers d'entre eux – les estimations varient de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers de personnes – des pièces d'identité en leur promettant de les naturaliser. Cette « légion islamique », comprenant par exemple l'ancien chef de la rébellion touarègue nigérienne de 2007, Ag Gali Alambo, a cependant vraisemblablement été répartie entre les différentes forces d'élite du régime, notamment la Brigade 32, commandée par Khamis Kadhafi.

Lorsque le soulèvement libyen débute à Benghazi et qu'il se propage rapidement à d'autres villes libyennes, y compris Tripoli, Kadhafi, une fois la surprise initiale passée, reprend rapidement l'initiative en mobilisant cet appareil sécuritaire spécialisé. Il engage alors au Sahel une campagne de recrutement pour soutenir son régime, grâce à des promesses financières mirobolantes. Le Guide libyen sait à ce moment-là que le sud du pays lui est acquis, grâce à son contrôle de la ville de Sebha, ce qui lui assure un couloir d'approvisionnement, alors qu'un embargo sur les armes et le gel de ses avoirs financiers est décidé par les résolutions 1 970 et 1 973 du Conseil de sécurité.

A partir du 19 mars, l'intervention militaire internationale menée par les forces de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN), rejointes par les Emirats Arabes Unis et le Qatar, autorisée par la résolution 1 973 au titre de la « responsabilité de protéger », renverse progressivement le rapport de force, auparavant en faveur de la Jamahiriya. Les bombardements aériens quotidiens, l'aide militaire apportée aux insurgés, tant à l'Est qu'en Tripolitaine, érodent progressivement l'emprise du régime et démoralisent les combattants africains recrutés par le Guide. La prise de Tripoli dans la dernière semaine d'août marque le départ des derniers « mercenaires » de Kadhafi, lesquels, après avoir participé à la répression, sont particulièrement visés par la vengeance des insurgés.

Malgré les tentatives d'accord avec le Conseil national de transition (CNT) menées par plusieurs chefs maliens et nigériens afin d'obtenir des assurances de sécurité pour les Touaregs libyens, l'hostilité des insurgés vis-à-vis des combattants « étrangers » provoque la retraite des Touaregs, essentiellement dans le Sud libyen, et le retour des « mercenaires » au Sahel. Si ce mouvement n'est pas numériquement très important – quelques milliers –, il bouleverse un

environnement sahélien déjà fragile et pauvre en ressources. Il s'accompagne par ailleurs d'un afflux massif d'armements issus de l'arsenal démesuré que s'était constitué Kadhafi, et qui a été éparpillé lors du conflit. Kalachnikovs, lance-roquettes, et armements lourds (canons anti-aériens montés sur *pickups*, systèmes anti-aériens) ainsi que d'importants stocks de munitions se diffusent largement dans toute la région. C'est cette conjonction de facteurs qui, dans le contexte malien, relance la dynamique de la rébellion dès l'automne 2011. Ce mouvement est toutefois venu se « greffer » à un fond global d'insécurité marqué notamment par l'expansion des activités d'Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dans la région sahélienne, au Nord-Mali particulièrement.

### *L'irrésistible ascension d'AQMI au Sahel*

En janvier 2007, Abdel Malek Drouqdal, émir suprême du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) depuis 2004, annonce la transformation de son organisation en Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Outre le changement évident de label, cette mutation marquait surtout la volonté de ne pas se dissocier de l'esprit d'Al Qaïda et du *djihad* global, portage que l'émir Drouqdal suivait déjà depuis plusieurs années.

En outre, confinée dans les zones montagneuses de Kabylie, l'organisation n'a eu également d'autre choix que de déplacer son centre de gravité opérationnel vers le sud de l'Algérie. Ainsi, la « sahélistation » de la mouvance a pu prendre forme. Elle s'appuyait déjà sur un recrutement local effectué au cours des années 2000, qui a correspondu à l'évolution opérée plus tôt par le GSPC. Le passage vers AQMI n'a fait qu'accentuer cette stratégie de poussée vers le Sud. La construction du sanctuaire au Sahel, conjuguée au développement de nouvelles perspectives régionales (Libye, Nigeria, Maghreb), a eu alors pour ambition de créer un espace d'accueil favorable pour recruter, voire attirer des combattants des autres fronts djihadistes (Afghanistan, Iraq, Nigeria, Somalie, Yémen...).

Cette attractivité est néanmoins restée limitée du fait d'un nombre peu important d'activistes étrangers. Le délitement définitif de l'autorité de l'État au Nord-Mali au printemps 2012 a finalement constitué une excellente fenêtre d'opportunité pour AQMI, lui permettant d'envisager l'établissement d'un sanctuaire islamique plus élaboré dans la région. Pour ce faire, les chefs djihadistes sahéliens, encouragés par leur hiérarchie et grâce à des combattants touaregs ayant rejoint les effectifs d'AQMI, ont renforcé leurs liens avec les éléments islamistes de la rébellion touareg – en particulier au sein du mouvement Ansar Eddine d'Iyad ag Ghali).

La mise en place *de facto* d'une zone djihadiste au Nord-Mali a permis à AQMI d'opérer une réorganisation de ses effectifs en régionalisant sa structure. Depuis plusieurs années, l'organisation avait intégré dans ses rangs des éléments appartenant aux populations du Sahel : à l'origine principalement des Mauritanien, puis des Touaregs et enfin des Arabes de cette région. La prise de contrôle du Nord-Mali n'a fait que renforcer cette tendance, permettant

aussi la promotion de nouveaux responsables locaux. La territorialisation du Sahel par les djihadistes a entraîné une mutualisation des compétences, des richesses et des hommes – dans leur occupation des villes –, avec notamment deux autres formations islamistes majeures : Ansar Eddine et le Mouvement pour l'unicité et le *djihad* en Afrique de l'Ouest (MUJAO), né en partie d'une scission concertée au sein d'AQMI durant l'automne 2011.

Progressivement AQMI-Sahel est devenu un groupe délocalisé conservant une direction essentiellement algérienne avec une finalité transnationale indexée sur celle, plus globale, d'Al Qaïda. En janvier 2013, l'offensive des groupes armés maliens, qui déclencha l'intervention militaire française (opération Serval), ne correspondait sans doute pas à la stratégie d'AQMI. Cette organisation était apparue plutôt défensive depuis 2012, agissant en arrière-fond mais refusant toute initiative trop exposée. Son suivisme des mouvements maliens a finalement compromis son développement au Sahel.

#### LE POINT DE CRISTALLISATION MALIEN

Longtemps considéré comme l'un des meilleurs « élèves » du continent, le Mali est apparu avec la crise de janvier 2012 comme un Etat failli, divisé, contourné et ne disposant d'aucune structure (politique ou militaire) capable de répondre aux défis posés par la situation dans le Nord.

Situé au cœur d'une Afrique stratégique, au carrefour des mondes arabo-berbères et subsahariens et en limite occidentale d'un « arc de crise » allant jusqu'au Pakistan, le Mali s'était imposé comme un passage obligé des trafics en provenance du Maghreb ou du golfe de Guinée. Zone désertique et semi désertique échappant à toute autorité régaliennne, le pays était devenu un point de rencontre privilégié des candidats djihadistes, des trafiquants transnationaux et des Touaregs « indépendantistes ». Le déclenchement de l'opération militaire Serval, l'organisation d'élections générales et la mise en retrait des putschistes ont à ce jour permis d'initier un semblant de stabilisation dans le pays. Pourtant, la normalisation malienne reste principalement dépendante d'un équilibre régional dont les nouvelles autorités politiques peinent encore à déchiffrer la dynamique.

#### ***Le Nord-Mali :***

#### ***de la rébellion à la sécession et la menace sur Bamako***

Créé le 16 octobre 2011 à la suite du retour de combattants touaregs de Libye, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a été le principal groupe à l'origine de la résurgence de la rébellion armée touarègue dans le Nord-Mali le 17 janvier 2012. Laïque, le MNLA poursuivait comme objectif unique l'indépendance de l'Azawad – qui s'étend de Tombouctou à Kidal –, qu'il a d'ailleurs proclamée le 4 avril 2012. Le passage de ce groupe à l'action armée, quatre mois seulement avant le début du processus électoral, a contribué à exacerber les tensions Nord-Sud et à mettre en lumière, une fois encore, l'absence de solution politique au problème historique du Nord.



Marginalisées économiquement, sous-représentées politiquement, les populations du Nord n'ont jamais disposé d'un accès équitable aux biens et services publics. Cette inégalité historique et entretenue a été à l'origine de plusieurs vagues de rébellions (1963, 1990-1996, 2006-2007). Gérée la plupart du temps par un « parrain » régional (Accords de Tamanrasset en 1991, Accords d'Alger en 1996, Accords de Sehba en 2009, etc.), ces rébellions ne se sont ainsi, dans les faits, pas traduites par des améliorations socio-économiques significatives pour les populations. Seuls les combattants rebelles ont été, quelquefois, en mesure de bénéficier d'avantages matériels et professionnels en intégrant les forces de défense et de sécurité nationales. Leurs chefs ont, eux aussi, pu tirer avantage d'un accord de paix, en « négociant » le prix de leur nuisance et en obtenant de Bamako des positions de pouvoir (ministères, direction d'entreprises publiques, etc.).

Depuis la dernière rébellion, et sur l'insistance des pays de la communauté internationale, le Mali s'est doté d'un Programme spécial pour la paix, la sécurité et le développement du Nord-Mali (PSPSDN). Malgré un budget de plus de 32 milliards de FCFA (soit 48 millions d'euros) auxquels la plupart des bailleurs ont contribué, ce plan n'a pas été en mesure de répondre aux attentes des populations, ni de rattraper le retard des régions septentrionales. Par une priorité sécuritaire trop prononcée (construction de casernes, etc.), le PSPSDN a au contraire contribué à creuser le fossé Nord-Sud et à accélérer le déclenchement de la dernière rébellion.

A la différence d'autres mouvements de révoltes communautaires, la rébellion initiée en janvier 2012 par le MNLA a pris racine dans un contexte sécuritaire dégradé. Depuis plusieurs années, le gouvernement de Bamako avait en effet « abandonné » le contrôle de certaines parties de son territoire à des groupes armés. Plusieurs mouvements avaient ainsi été en mesure de disposer de la maîtrise de fait de plusieurs zones septentrionales et de la tranquillité nécessaire à la conduite de leurs activités illicites. Avec l'arrivée de plusieurs centaines de nouveaux combattants touaregs en provenance de Libye, « l'équilibre du désordre » a été remis en question et l'hégémonie des groupes proches – politiquement ou économiquement – de l'Algérie dans le Nord rediscutée. A la lumière de ses intérêts dans cette région, Alger n'a eu d'autre choix que de réagir et s'adapter à cette nouvelle donne.

Apparu en 2012, le groupe Ansar Eddine était supposé répondre à cette logique. « Piloté » par Alger, le chef d'Ansar Eddine (Iyad ag Ghali) s'est immédiatement appliqué à contrebalancer les velléités monopolistiques du MNLA en contestant son agenda « laïque » et indépendantiste. Pris de court par l'arrivée inattendue de combattants rebelles en provenance de Libye, AQMI a également craint de voir ses positions stratégiques au Nord contestées par le MNLA et ses liens se distendre avec les populations locales. Ansar Eddine et AQMI ont ainsi noué dès le départ une alliance de raison dont l'objectif visait principalement à conserver les positions de rente chèrement acquises dans la région nord. La prise et l'occupation des villes de Gao, Kidal et Tombouctou ont vraisemblablement



blement répondu à cette logique : occuper le terrain et réduire le MNLA à la portion congrue des futures négociations.

Chassé de ses positions par la coalition Ansar Eddine-AQMI, le MNLA a également dû subir sur le terrain l'opposition d'un autre groupe armé, composé pour sa part majoritairement de trafiquants arabes, le MUJAO. Marginalisé militairement, le groupe a aussi perdu une partie de ses soutiens locaux en renonçant à ses ambitions indépendantistes et en revenant sur sa déclaration unilatérale du 4 avril. Isolé, le MNLA a finalement assisté impuissant à l'offensive menée par les groupes armés coalisés au sud de la « ligne de démarcation ».

Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, les groupes franchissaient la ligne de front et attaquaient la localité de Konna (une centaine de kilomètres au nord de Mopti). Sans moyens militaires et confronté à la débâcle de ses armées, le Président malien par intérim écrivait, le 10 janvier, au Président français pour l'appeler à l'aide. Le 11 janvier, répondant à la sollicitation malienne, le Président français ordonnait le déclenchement de l'opération militaire Serval.

Plus d'un an après son déclenchement, cette opération, qui a mobilisé plus de 4 500 soldats, a permis, avec l'aide des unités de la MISMA (particulièrement le Tchad et le Niger), de libérer la totalité des villes occupées du Nord. Plus important, elle a permis de redonner du « souffle » aux autorités de la transition afin qu'elles soient en mesure d'organiser, dans les meilleures conditions logistiques et de transparence possibles, le retour d'un pouvoir démocratique civil élu.

### ***Après l'opération Serval : normalisation politique et réconciliation nationale***

Entre le déclenchement de l'opération militaire le 11 janvier 2013 et la première visite officielle du président Hollande à son homologue malien le 2 février, les militaires français et africains de la MISMA ont réussi à desserrer l'étau autour de la ligne de démarcation Diabaly-Konna et permis la reprise des principales villes de la boucle du Niger. Après Kidal le 30 janvier, Tessalit, ville la plus au Nord – située à environ 150 kilomètres de la frontière algérienne –, a été reprise le 8 février.

Après une période opérationnelle particulièrement dense, Paris, Niamey et Ndjamena se sont appliqués à sécuriser la zone afin de permettre le retour des unités et des autorités politiques maliennes au Nord. Seuls l'Adrar des Ifoghas et la région du Timétrine, où les combattants djihadistes avaient trouvé refuge, ont fait l'objet d'opérations militaires offensives. Plusieurs centaines de tonnes de munitions et d'armements y furent notamment saisies et détruites, de même que plusieurs caches d'armes. Au final, l'action internationale au Nord-Mali a permis de désorganiser – durablement ? – les filières de recrutement et de financement des groupes armés dans la zone. Elle n'a en revanche été en mesure de réduire que très imparfaitement l'insécurité au plan régional, la faiblesse des moyens et l'absence de coordination régionale ayant contribué à disséminer la menace et dynamiser un axe ancien de trafics entre le Nord-Mali et la Libye.

Au-delà du bilan militaire de Serval, la question de la stabilisation malienne implique aujourd'hui une réflexion plus globale sur, d'une part, le processus de normalisation politique et, d'autre part, la réconciliation nationale dans un pays où les clivages Nord-Sud restent prégnants et continuent de dicter les imaginaires politiques des communautés nationales.

Les élections présidentielles (juillet-août 2013) et législatives (novembre-décembre) ont constitué une étape décisive de la normalisation. Essoufflé et sous tutelle des anciens putschistes, le Président par intérim n'était plus en mesure de conduire le processus de transition de façon satisfaisante. Son hospitalisation à Paris pendant plusieurs semaines, après son agression par des éléments des forces de défense en mai 2012, avait laissé de profondes séquelles et mis au jour l'influence nuisible de la junte sur la conduite des affaires de l'Etat. Les organes mis en place par l'exécutif, notamment la Commission Dialogue et Réconciliation, ne disposaient, de leur côté, ni des moyens ni de l'autorité nécessaires pour insuffler une dynamique vertueuse de sortie de crise.

Pour la communauté internationale, le risque principal était une remise en question des acquis des opérations militaires par un blocage des discussions et des avancées politiques. Des élections présidentielles rapides étaient en ce sens supposées permettre un déblocage des négociations Nord-Sud et la mise en place à Bamako d'un interlocuteur crédible et légitime pour la communauté internationale (mise en œuvre des programmes de reconstruction). Elles apparaissaient également comme un élément déterminant de la mise en retrait des putschistes. Seul un président démocratiquement élu semblait en effet en mesure d'encourager le départ du général Sanogo, en revivifiant le sentiment national, en privant les militaires des bases de leur soutien et en « cassant » leur image de recours de la société politique.

L'élection d'un souverainiste à la tête de l'Etat malien n'a pas, dans ce contexte, constitué une surprise. Seul candidat « à poigne » du champ politique malien, Ibrahim Boubacar Keïta (dit « IBK ») bénéficiait en outre de solides amitiés, régionales comme internationales, acquises au cours de sa longue expérience politique (Premier ministre, président de l'Assemblée nationale) ou au sein de ses réseaux partisans (Internationale socialiste notamment). S'il était réputé proche des putschistes ou, à tout le moins, censé avoir accueilli sans opposition le coup d'Etat militaire du 22 mars 2012, IBK avait aussi annoncé que le bateau Mali ne compterait qu'un capitaine à son bord.

Une fois élu, le nouveau Président s'est ainsi attelé à marginaliser l'influence des anciens responsables du coup d'Etat, en particulier le général Sanogo, arrêté en novembre 2013 et accusé de complicité d'assassinats après la découverte d'un charnier de 21 corps dans le camp militaire de Kati, siège officiel de la junte. S'il a remplacé par des proches les militaires nommés par Sanogo aux principaux postes stratégiques de l'Etat (DGSE, etc.), IBK n'a, à ce stade, pas remplacé son chef d'état-major particulier, ni son ministre de l'Administration territoriale, deux militaires pourtant notoirement proches de l'ancien capitaine. Bien qu'éloignés du champ politique central, certains putschistes

continuent ainsi de conserver une influence prédominante sur les affaires de l'Etat. S'il était confirmé, ce positionnement privilégié pourrait permettre à ces militaires de jouer un rôle non négligeable dans le processus de réconciliation Nord-Sud et dans la reconstruction des forces de défense.

Au-delà de la question des équilibres politico-militaires Sud-Sud, la crise malienne et l'intervention militaire internationale ont également posé la question de la réconciliation nationale malienne et, dans ce cadre, des modèles viables de cohabitation intercommunautaire dans le pays. Face aux échecs des précédents accords, la tâche annoncée paraît ardue, d'autant que les équilibres Nord-Sud au Mali restent également dépendants de rapports de forces globaux dont plusieurs Etats de la région sont des acteurs actifs. Le remplacement *de facto* du Burkina Faso par l'Algérie comme médiateur de la crise malienne a contribué à révéler une partie de ce constat. Par son histoire, son économie et sa population, le Nord-Mali reste en effet très largement tourné vers ses voisins, dont certains voient dans le contrôle de cette zone un enjeu national de sécurité (Algérie) ou en termes économiques (Maroc, Algérie). Les batailles de *leadership*, naguère entre l'Algérie et la Libye, aujourd'hui entre l'Algérie, le Maroc ou la Mauritanie, répondent parfaitement à cette logique.

Toute la difficulté pour les autorités maliennes consistera par conséquent à proposer une actualisation du modèle national prenant en compte à la fois les sentiments nationalistes des populations du Sud – respect de l'intégrité du territoire –, les souhaits des Touaregs et Arabes du Nord – plus large autonomie – et les ambitions ou velléités de contrôle des Etats voisins. Il faudra aussi aux autorités de Bamako faire preuve d'une grande créativité institutionnelle afin d'imaginer et mettre en place un nouveau modèle de décentralisation susceptible, d'une part, d'améliorer la représentativité politique et les transferts financiers vers les régions du Nord et, d'autre part, de répondre aux préoccupations internationales et aux craintes de voir le conflit Nord-Sud ressurgir dans les prochaines années.

#### LA RECONFIGURATION GÉOPOLITIQUE AU SAHEL : VERS UN NOUVEL EQUILIBRE DES PUISSANCES ?

L'intervention française puis internationale au Mali aura mis en exergue une réalité géopolitique oubliée, celle d'un vaste espace de transition entre deux mondes – en arabe, *sahel* signifie côte, frontière –, peu structuré (politiquement, économiquement, socialement), où la recomposition des rapports de force apparaît presque, dès lors, comme une caractéristique endogène à cette région. Au Nord, si on excepte le cas libyen qui constitue, en soi, l'une des inconnues majeures de la future équation saharo-sahélienne, et si on ne s'attarde pas sur la Tunisie, impactée également par la situation régionale mais prise dans les difficultés de sa transition politique, la crise malienne a été révélatrice des rivalités intermaghrébines, au premier titre desquelles celles qui prévalent entre l'Algérie et le Maroc après que cette rivalité au Sahel a longtemps été l'apanage de l'Algérie et de la Libye du colonel Kadhafi.

Pour les groupes djihadistes, également l'intervention militaire internationale a suscité une recomposition forcée conduisant, peut-être, à une appropriation de la zone sahélienne par un groupe (al Mourabitoun) davantage subsaharien qu'AQMI, laquelle pourrait être tentée de se replier sur le Maghreb.

### ***Un nouveau territoire pour la compétition entre le Maroc et l'Algérie ?***

Dans un environnement régional qui l'inquiète depuis le début des Printemps arabes – l'Algérie considère n'avoir jamais connu une telle instabilité à ses frontières depuis les années 1960 –, la politique d'Alger à l'égard de la crise malienne s'est caractérisée par une ambiguïté persistante. Elle est fondée en partie sur le rôle de médiateur entre les parties qu'avait déjà joué Alger en 2006, la perception très vive de son *leadership* régional et de ses intérêts de sécurité.

Le coup d'Etat à Bamako, la déclaration d'indépendance de l'Azawad par le MNLA et l'expansion djihadiste au Nord-Mali avaient pris de court Alger, révélant un singulier manque d'initiative. Alors que la crise devenait de plus en plus aiguë ouvrant la perspective à une action internationale, les dirigeants algériens pouvaient craindre qu'une intervention militaire extérieure ne soit porteuse, pour l'Algérie, d'un déclasserement de son rang régional, ainsi que de son rôle de pilote de la lutte antiterroriste dans les « pays du champ » (Tchad, Niger, Mali, Mauritanie).

Depuis le 11 septembre 2001, la lutte contre le terrorisme, dont elle se félicite d'avoir été aux avant-postes, est devenue un atout de la politique étrangère algérienne. Alors qu'elle se trouvait relativement isolée sur la scène internationale, c'est particulièrement sur ce registre que l'Algérie a essayé en effet de maintenir son *leadership* régional, notamment via l'hébergement du comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC, Tamanrasset), de l'Unité de Fusion et de Liaison (UFL, Alger), du centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT, Alger), et l'accueil de nombre de réunions internationales, dont celles du groupe de travail « Sahel » du Global Counter-terrorism Forum (GCTF) créé par les Etats-Unis en septembre 2011.

La fixation d'un certain niveau de terrorisme hors de ses frontières et le fonctionnement en vases communicants entre les « *katibat* » sahéliennes – à la hiérarchie largement algérienne – et kabyles d'AQMI avaient en outre cela de bon qu'ils pouvaient offrir aux services algériens de sécurité un relatif desserrement de la menace intérieure et l'opportunité de prises importantes à la faveur de déplacements d'éléments djihadistes. Une intervention extérieure était vue de surcroît comme susceptible d'éparpiller le danger, notamment vers le Nord algérien.

Pour autant, la position initiale d'Alger à l'égard d'une intervention extérieure a évolué. Outre le risque – réel – de perméabilité de la question touarègue, l'Algérie s'est rapidement trouvée impliquée dans la crise malienne avec la prise en otages, le 5 avril 2012, de son consul à Gao et de six diplomates, par

le MUJAO, déjà auteur d'attentats sur son territoire, contre les gendarmeries de Tamanrasset et Ouargla (3 mars et 29 juin 2012) et d'enlèvements à Tindouf (octobre 2011). Cette implication a été plus manifeste encore lors de la prise d'otages massive intervenue sur le site gazier d'In Amenas (16-19 janvier 2013), quelques jours après le déclenchement de l'opération Serval bien qu'assurément préparée avant, et perpétrée par le groupe des « Signataires par le Sang » de Mokhtar bel Mokhtar.

Parallèlement, Alger avait fait le constat pragmatique du caractère inéluctable d'une intervention internationale. Echaudée par son isolement diplomatique dans l'affaire libyenne – dans laquelle, à l'inverse, le Maroc avait marqué des points en soutenant dès le départ le Conseil national de transition –, préoccupée de ne pas perdre ce *leadership* fondateur dans la lutte contre le terrorisme, soucieuse qu'aucun schéma régional de sécurité collective ne voie le jour sur un agenda qui ne serait pas le sien et sans que ses intérêts de sécurité ne soient pris en compte, l'Algérie n'a, de fait, pas mis d'obstacle à l'intervention internationale, voire lui a apporté une forme de soutien.

Sur le plan politique, pendant la crise, l'Algérie n'a pas semblé être en mesure de faire preuve d'influence ni de modérer l'action des groupes vis-à-vis desquels elle était supposée avoir des leviers (le mouvement Ansar Eddine, notamment), mais cette ambition d'intermédiation entre le Nord malien et Bamako n'est pas abandonnée pour autant aujourd'hui. Il n'en demeure pas moins que cette recherche de nouvelles voies d'influence se heurte désormais directement à la concurrence croissante du royaume chérifien.

A Rabat, la communication officielle a pu présenter la problématique sahélienne actuelle comme n'étant pas totalement dissociée de la question du Sahara occidental (*cf.* les allégations marocaines quant à la mutation du Front Polisario en mouvance islamo-terroriste). De fait, l'enlèvement par le MUJAO dans un camp du Polisario, près de Tindouf, d'humanitaires européens, le 23 octobre 2011, a pu poser la question de possibles complicités sahraouies. Pour autant, la principale raison pour laquelle le Maroc s'intéresse au Sahel tient à sa politique africaine et à des considérations sécuritaires.

Depuis longtemps, les problématiques migratoires de Subsahariens vers le Nord ont sensibilisé Rabat à la question du Sahel. En 2005, par exemple, le Maroc (El Mostafa Sahel, ministre de l'Intérieur) avait appelé l'Europe à développer un « plan Marshall » au profit des pays de l'Afrique subsaharienne émetteurs de flux migratoires, estimant ce phénomène très complexe et l'approche sécuritaire insuffisante. Plus largement, le Maroc, « bloqué » à l'Est par la non-intégration maghrébine (1), mais disposant de liens séculaires avec l'Afrique subsaharienne, s'est tout naturellement projeté vers le Sud et n'a de

(1) Fondée en 1989 entre les 5 pays du Maghreb, l'Union du Maghreb arabe (UMA) est en panne en raison de la question du Sahara occidental et de la relation dégradée entre Alger et Rabat. La frontière entre les deux pays reste fermée depuis 1994. Alors que le Maghreb représente 100 millions d'habitants, les échanges intermaghrébins représentent moins de 2% des échanges des 5 pays de l'UMA.

cesse, depuis l'avènement de Mohammed VI, de développer une politique africaine résolument proactive et souvent efficace.

Bien qu'il ait quitté – ou à cause de cela – l'Organisation de l'Unité africaine en 1984 pour protester contre l'adhésion à cette dernière de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), le royaume chérifien a développé, outre un rayonnement religieux significatif, une diplomatie économique vigoureuse et su attirer des élites africaines dans des pôles universitaires et médicaux de référence. Alors que de discrètes coopérations avec le Mali existaient, Rabat ne dissimule aujourd'hui plus cette ambition. Depuis l'élection d'Ibrahim Bouba-car Keïta à la présidence malienne – à l'investiture duquel le roi Mohammed VI a assisté, à la tête d'une délégation de plusieurs centaines d'officiels –, le Maroc a considérablement accru son influence, économique et religieuse.

Au total, les deux pays devront trouver les moyens de leur cohabitation concurrentielle au Sahel, sous peine de perdre tous les deux leur influence dans une région vitale pour leurs intérêts économiques et de sécurité.

### ***Les perspectives des groupes djihadistes après Serval : le Maghreb pour AQMI et le Sahel pour al Mourabitoun ?***

L'opération Serval a provoqué dans les rangs des groupes armés djihadistes du Sahel un phénomène de dispersion (principalement dans la partie nord du Mali, allant du nord de Tombouctou à la frontière algérienne et le long d'un axe Gao-Ifoghas). Les organisations ont été contraintes d'opérer des replis stratégiques dans des zones refuges.

Ansar Eddine, mouvement essentiellement constitué sur une base ethno-tribale (Touaregs – Ifoghas de Kidal), repose surtout sur un noyau articulé autour de son chef charismatique Iyad ag Ghali. Ce groupe est le plus affaibli aujourd'hui du fait de sa trop grande dépendance aux réseaux d'Iyad ag Ghali et de l'impact de la dissidence de certains de ses cadres, qui ont formé le Mouvement islamique pour l'Azawad (MIA) en janvier 2013. D'autres redditions ont été enregistrées, dont la plus symbolique a été celle de Sanad Ould Bouamama, qui s'est rendu aux autorités mauritaniennes. Le groupe peut compter à ce jour sur une centaine de combattants fidèles, mais il reste structurellement dépendant de ses alliances avec AQMI.

De son côté, AQMI a perdu une grande partie de ses capacités opérationnelles au Sahel (des 500 à 700 combattants avant Serval, le nombre de ses militants est aujourd'hui probablement inférieur à 300). Deux *katibat* (al-Forqan et Tareq ibn Ziyad) sur les quatre d'AQMI au Sahel ont perdu leurs chefs (l'Algérien Abdel Hamid Abu Zayd et le Mauritanien Mohammad Ould Hassan), remplacés en septembre 2013 par deux autres figures moins connues, le Mauritanien Abdel Rahman (aka Talha al-Libi, du fait de ses contacts libyens) et l'Algérien Saïd Abu Muqatel. Les deux autres *katibat* (al-Ansar et Youssef Ibn Tashfin) sont sous la tutelle d'activistes touaregs (Abdel Hamid al Kidali pour la seconde), expliquant la forte prédominance et l'influence des réseaux touaregs au sein d'AQMI, plus spécifiquement dans le Nord-Mali. La disparition



d'Abu Zayd et la défection de Mokhtar bel Mokhtar ont parallèlement contribué à l'affaiblissement des « Algériens » dans les structures régionales d'AQMI.

Le groupe privilégie aujourd'hui le recentrage de ses activités sur le Maghreb. Les théâtres tunisien, où des groupuscules armés sont entrés en conflit avec l'armée, et surtout libyen, sur lequel des formations islamistes radicales (comme Ansar al-Charia) sont déjà présentes, pourraient favoriser l'établissement de contacts avec certains activistes d'AQMI. En Tunisie, les contacts entre activistes d'AQMI et membres de cellules locales se situent davantage à un niveau individuel – une vidéo diffusée en décembre 2013 par AQMI a montré la présence de combattants maghrébins dans ses rangs aux côtés de Yehya Abu al Hammam, émir du Grand Sahara).

Le terrain semble également propice au développement d'activités djihadistes en Libye. L'empreinte djihadiste dans ce pays est en effet renforcée par une faible présence de l'Etat et la présence de relais, constitués de figures islamistes, dans les milices armées. L'existence de forces centrifuges à dominante ethnique (comme au Nord-Mali) constitue un autre facteur favorable aux djihadistes. Enfin, la présence d'acteurs libyens historiques, connectés à la mouvance Al Qaïda, joue également un rôle important. Depuis la nomination de Talha al Libi à la tête de la *katiba* al Forqan, les contacts de ce dernier avec son pays d'origine pourraient s'avérer précieux pour AQMI.

Malgré les coups portés par l'opération Serval, le MUJAO – dont la base militante est essentiellement composée de Mauritaniens et de populations arabes du Sahel – semble en voie de régénération. Le groupe a opéré une mutualisation de ses capacités avec la *katiba* dissidente de bel Mokhtar (le groupe des Signataires du sang). En août 2013, ces deux groupes ont annoncé avoir regroupé leurs effectifs sous une nouvelle appellation qui porte le nom d'al Mourabitoun – nom d'une dynastie berbère dont l'empire s'étendait, au XII<sup>e</sup> siècle, sur une partie du Sahara. Cette fusion, même si elle reste partielle – le MUJAO continue de revendiquer des attaques en son nom propre dans la région de Gao –, semble représenter aujourd'hui la menace sécuritaire la plus importante au Sahel.

Des actions d'opportunité importantes ont déjà été menées par ces deux mouvements en Algérie (In Amenas en janvier 2013) et au Niger (attaques du 23 mai et 1<sup>er</sup> juin 2013 à Agadez, Arlit et Niamey). D'autres opérations de moindre importance ont visé des soldats des forces armées tchadiennes stationnés à Tessalit et de la MINUSMA à Kidal (le 24 octobre 2013 et le 14 décembre 2013, actions revendiquées par la *katiba* Salaheddin de Sultan Ould Badi, un ex-cadre du MUJAO. Sur le terrain, le MUJAO reste actif sur l'axe Tombouctou-Gao, revendiquant la plupart des attaques armées dans cette région. Cependant, le mouvement peine à traduire sa communication ambitieuse en des opérations militaires d'envergure.

L'allégeance prêtée par al Mourabitoun à Al Qaïda centrale – dirigée par l'Égyptien Ayman al Zhawahiri) et la désignation d'un djihadiste égyptien (Abu Bakr al Masri, ancien combattant d'Afghanistan) à sa tête, renforcent l'hypo-



thèse d'une capacité opérationnelle déterminée à mener des actions de plus grande ampleur, en particulier ciblées sur le Tchad et le Niger. Pour cela, le mouvement peut s'appuyer sur une base de combattants issus de milieux africains (Maghrébins, Egyptiens, Nigériens, Soudanais, Tchadiens).

Enfin, le Sud libyen, zone d'intenses trafics, marquée par la présence de foyers de rébellion potentiels (à l'exemple de la minorité ethnique des Toubous, discriminée) et par une situation sécuritaire chaotique, apparaît, comme pour AQMI, des plus favorables à l'extension des activités d'al Mourabitoun. Les contacts anciens établis par Mokhtar bel Mokhtar avec la Libye pourraient en effet permettre la composition de nouveaux réseaux libyens, actuellement très actifs dans la mobilisation de filières combattantes vers la Syrie, et donner ainsi à cette formation nouvelle une ambition plus conforme à ses aspirations, devenir la mouvance djihadiste du Sahel.

\* \*  
\*

Les conflits libyen et malien ont profondément bouleversé les équilibres géopolitiques de la région saharo-sahélienne. Chaque Etat a dû prendre en considération une donne politique nouvelle et s'y adapter en tentant d'en tirer le maximum de bénéfices (politique, militaire ou économique).

Désormais « hors jeu », la Libye s'est imposée comme le véritable maillon faible sécuritaire et le principal « perdant » de ces recompositions stratégiques. L'Algérie de son côté, sans parvenir à imposer son monopole sur la gestion des affaires régionales, devrait chercher à consolider ses positions au Nord-Mali et à redoubler d'efforts pour contenir les vellétés – commerciales – expansionnistes de son voisin marocain. Plus au Sud et alors que le Niger semble payer seul le prix de son engagement militaire (attentats), le Tchad est quant à lui parvenu à faire de son implication dans le conflit malien un vecteur essentiel de son influence politique. Politiquement fragile, écartelé au niveau sécuritaire par l'accumulation des menaces à ses frontières (Soudan, RCA) et affaibli par la succession de ses interventions régionales, N'Djamena pourrait néanmoins peiner à capitaliser durablement son image de nouveau leader.

Dans ce processus rapide de recomposition, la communauté internationale peine à trouver sa place et à affirmer ses ambitions. En dépit d'un engagement militaire et financier massif, elle ne parvient qu'imparfaitement à se coordonner et à anticiper les « coups ». En multipliant les initiatives et les programmes d'assistance (stratégie intégrée des Nations Unies, stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement, the Trans-Sahara Counterterrorism Partnership américain, « Plan Sahel » français, stratégie de la Banque mondiale, etc.), les acteurs internationaux restent prisonniers des logiques et des instrumentalisation locales. Sans contrôle approprié ni stratégie régionale englobante, cette assistance pourrait dès lors engendrer de nouvelles distorsions stratégiques et venir à son tour créer des déséquilibres porteurs d'instabilité future.